

## L'islamiquement correct. De la nouvelle trahison des Clercs face au totalitarisme islamiste



Suite à son dernier feuillet sur la banalisation de la barbarie jihadiste et antisémite qui progresse en France comme l'a dramatiquement révélé l'atroce supplice de Sarah Halimi, Alexandre del Valle revient cette semaine sur le concept de fond de « l'islamiquement correct ».

Avec Alexandre Del Valle

L'islamiquement correct est à la fois une idéologie et un syndrome. En Occident, il est tout d'abord une déclinaison islamophile de l'idéologie multiculturaliste et xénophile qui sous-tend les valeurs des démocraties libérales occidentales depuis trois décennies. Au niveau occidental comme au niveau mondial, il désigne également une attitude psychologique de soumission volontaire (« dhimmitude ») face au néo-impérialisme islamique, lequel a comme protagonistes des pôles qui sont à la fois des organisations internationales (OCI, Ligue islamique mondiale, Frères musulmans, etc) et des Etats islamiques « amis » de l'Occident (Arabie saoudite, Qatar, Koweït, Turquie, Pakistan, etc) mais qui sponsorisent ces mêmes organisations islamistes mondiales dont le projet est d'étendre au monde entier l'ordre théocratique islamique fondé sur la Sharià.

En pays d'islam, l'islamiquement correct se fait moins victime et plus directement offensif, et il désigne ici un phénomène de réislamisation confessionnel, doctrinal, juridique, judiciaire, psychologique et idéologique qui assimile, comme le font les pôles de l'islamisme en Occident, le droit de croire et ne pas croire, la critique de la religion, et plus généralement la séparation entre la religion et la politique à une forme d'acculturation et de trahison des valeurs islamiques autochtones attaquées par l'hégémonie occidentale « arrogante », et impérialiste ». C'est là l'une des raisons majeures des persécutions modernes contre les chrétiens en Asie, en pays arabe, en Turquie ou en Afrique : ceux-ci sont accusés d'être des cinquièmes colonnes des « croisés » ou « sionistes » occidentaux juifs ou chrétiens coupables de tous les maux de musulmans. C'est dans ce contexte islamiquement correct qu'en Indonésie, premier pays musulman au monde sur le plan démographique, le gouverneur de Djakarta, Ahok, un indonésien d'origine chinoise et de confession chrétienne, en campagne électorale pour un nouveau mandat, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir osé accuser, en septembre 2015, *ses opposants d'utiliser faussement la sourate d'Al-Maidah (qui insinue que les musulmans ne peuvent pas être gouvernés par un chrétien) afin de les convaincre [les électeurs] de ne pas voter pour lui. Cette sortie citant le Livre saint musulman a été jugée « insultante » envers l'islam, et elle lui a valu d'être inculpé et condamné, ce qui a entraîné en passant sa défaite électorale* en avril 2016, face à son opposant musulman, Anies Baswedan. *Le procès, qui était vu par beaucoup comme un test de tolérance religieuse pour l'Indonésie, a été radical. Jadis réputé pour sa relative tolérance religieuse et son islam « local », l'Indonésie est aujourd'hui gagnée, comme la Malaisie voisine, par une inquisition islamiquement correcte qui progresse depuis des décennies à mesure que l'islam local a été repris en main puis dénaturé, « salafisé » et politisé par les tenants de l'islamisme radical importé du Pakistan et des pays du Golfe.* Dans la province d'aceh, à 98% de musulmane, qui avait jadis des velléités séparatistes, l'octroi par le gouvernement fédéral d'un statut d'autonomie a permis aux groupes islamistes d'appliquer la charià, ce qui s'est traduit par l'interdiction et la pénalisation de l'homosexualité, du jeu ou de l'alcool, puis par des coups de bâtons. Quant aux permis de construire ou gérer des églises, ils sont systématiquement refusés aux milliers de chrétiens qui habitent la province. Le 13 octobre, dans la région de Singkil, plusieurs centaines de jeunes musulmans liés à l'Association des étudiants musulmans d'Indonésie (PPI) ont même mis le feu à une chapelle protestante.

Les cas de condamnation à mort, à des supplices ou à des peines de prison sont légions et connues du grand public dans des pays islamistes totalitaires comme l'Arabie saoudite, l'Iran, le Soudan ou le Pakistan. Mais l'islamiquement correct judiciaire frappe aussi des sociétés arabes vantées depuis des décennies par les forces de gauche anticléricales tiersmondistes pour leur « progressisme », comme la « Palestine », où les chrétiens, soi-disant « bien traités », étaient jadis 20 % et aujourd'hui composent moins d'un % de la société palestinienne. Sans parler du Hamas totalitaire et terroriste, c'est au sein même de la Palestine « modérée » administrée par l'Autorité palestinienne que l'ordre de la Sharià et du Coran envoie en prison et menace de mort aujourd'hui tout « blasphémateur » chrétien, athée ou musulman « apostat ». A cet égard, le témoignage du palestinien Waleed Al-Husseini mérite d'être connu. Réfugié depuis 2012 après avoir été menacé de mort puis torturé et emprisonné par l'Autorité palestinienne, Husseini a dénoncé avec véhémence la progression de l'islamisme radical en Palestine et dans l'ensemble du monde arabe et musulman dans son premier ouvrage en français, *Blasphémateur !* (2015).

Plus récemment, dans son essai intitulé « *Une Trahison française* »\*, il a voulu écrire son indignation face à un phénomène encore plus inquiétant encore : la progression de l'islamiquement correct dans le pays même de Voltaire et de la République laïque et en général en Occident. Le jeune Palestinien s'interroge sur cette étrange « politique d'apaisement » qui vise à céder devant les exigences liberticides de l'islamisme totalitaire, anti-mécréants, anti-athée, christianophobe et antisémite, ceci sous couvert de « préserver la paix civile et pratiquer la politique de l'autruche en évitant la confrontation politique, intellectuelle »... D'après lui, l'utilisation croissante du terme « *islamophobie fait le jeu des islamistes* » et « *en refusant d'affronter l'islamisation, de peur d'être taxée d'islamophobe, en tolérant les violations de la laïcité, la société française se fait la complice de l'essor du terrorisme en France. Et la classe politique, à la recherche du vote islamique, est également complice...* ». Waleed Al-Husseini évoque entre autres le cas du spectacle « islamophobe » tiré du texte posthume de Charb - l'une des victimes de *Charlie Hebdo* - qui a été annulé à Lille sur demande de la Ligue des droits de l'homme, et qui était justement intitulée *Lettres aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes*. La cause de cette annulation était la « *crainte de débordements* » dans les rues de Lille.

## Du Terrorisme psychologique

Bien sûr, l'islamiquement correct, en tant que processus de collaboration ou de soumission à un ordre liberticide d'essence théocratique et totalitaire, est également motivé ou favorisé par des politiques de compromission fondée sur les intérêts matériels de court terme, sur la corruption d'élites dirigeantes, sur l'avidité, les enjeux géopolitiques et énergétiques ou financiers. Toutefois, nous soutenons que cette disposition d'esprit n'est pas explicable par les seuls intérêts économiques, car du point de vue de nos sociétés ouvertes et riches, par exemple, la tolérance et l'ouverture unilatérale vis-à-vis de forces et Etats islamiques qui persécutent leurs minorités juives et chrétiennes et prétendent « défendre » des minorités musulmanes en Europe « victimes d'islamophobie » n'est pas le fruit d'une faiblesse structurelle de nos sociétés qui pourraient bien mieux défendre leurs intérêts géocivilisationnels et valeurs si elles étaient guidées par des élites politiques et intellectuelles attachées à la défense de la civilisation occidentale non soumises au magistère moral des forces politiquement correctes alliées des forces islamistes. L'ouverture unilatérale et sans réciproque de nos sociétés post-chrétiennes à l'islamisme conquérant découle donc aussi d'une absence de vision civilisationnelle et d'une démission volontaire de nos élites psychologiquement terrifiées et inhibées par la violence de l'islamisme radical et de ses alliés multiculturalistes, qu'il s'agisse de la violence physique du terrorisme jihadiste, qui fait réfléchir à deux fois les caricaturistes et autres « blasphémateurs », ou de la violence psychologique et idéologique des groupes de pressions communautaristes et antiracistes qui exercent un chantage permanent au racisme et à l'islamophobie et exigent des avantages et exceptions toujours plus dérogatoires à l'ordre séculier, sous peine de soumettre les opposants au projet islamiquement correct à la *reductio ad hitlerum*, véritable arme de guerre psychologique et fruit d'une stratégie subversive particulièrement paradoxale et habile lorsque l'on sait à quel point les forces panislamistes totalitaires sont historiquement et idéologiquement liées au fascisme et au nazisme, avec qui elles partagent une même judéophobie et une même vision conspirationniste mais recyclés avec les habits neufs de l'antisionisme et de la lutte contre l'islamophobie des « Judeo-croisés ».

L'islamiquement correct participe essentiellement de cette propension à battre sa coulpe quand bien même et surtout lorsque l'Autre vindicatif refuse toute réciprocité, toute auto-critique et toute concession. L'adage de cette disposition d'esprit est *grosso modo* le suivant : « nous savons que le dialogue avec l'Europe constitue pour les leaders des pays et organisations islamiques une occasion de conquête politico-religieuse par des moyens subversifs. Mais étant donné que nous acceptons cette capitulation par compromission et par refus de toute politique civilisationnelle, nous feignons de croire à la sincérité de ce « dialogue euro-islamique » à sens unique fondé sur une culpabilité occidentale considérée par la partie adverse comme une rente expiatoire indéfinie et un levier de conquête-à-rebours ».

Pour certains spécialistes de l'histoire du monde musulman et de l'islamisme, ce processus - qui s'ajoute à la réalité encore plus crue de la peur collective engendrée par la stratégie de la tension permanente (attentats suicides, menaces communautaristes, scandales médiatiques, procès en « islamophobie » et autres pressions électorales exercées sur les populations, les penseurs et les gouvernements) - s'apparente à une forme particulière de *dhimmitude volontaire*. La *dhimmitude* est un néologisme créé à partir de l'expression arabe *Ahl-al Dhimma*, qui désigne au départ dans la Loi islamique le statut d'infériorité des non-musulmans juifs et chrétiens en terre d'islam prévue par la Sharià et fondée à la fois sur une totale absence de réciprocité de droits et sur une infériorité des mécréants par rapport aux musulmans ; Les dhimmis doivent renoncer à leur dignité et payer une taxe en échange de leur sauvegarde. Par analogie, dans nos sociétés soumises à l'idéologie politiquement correcte et multiculturaliste, les dérogations, « discriminations positives », restrictions de langage et autres mesures légales (« *jihad by court* ») visant à pourchasser l'islamophobie et donc la critique de l'islam et même de l'islamisme, aboutissent en fin de compte à créer une forme de d'exception au profit de la seule religion musulmane, que certains ont nommé la « *dhimmitude volontaire* ».

Certes, il serait outrancier et faux de comparer la situation des non-musulmans en Europe avec celle des minorités chrétiennes, juives, yézidiennes ou des apostats en terre d'islam qui risquent non seulement les attaques des islamistes terroristes mais aussi des peines de prison ou de mort prononcées au nom de la Sharià comme est le cas dans la quasi-totalité des pays musulmans dont la loi s'inspire de la Sharià. Toutefois, le point commun grandissant entre les sociétés islamiques et les sociétés ouvertes occidentales réside dans cette absence de réciprocité et d'égalité de traitement entre l'islam et les autres religions, puisque de facto comme de jure, la seule religion qu'il physiquement dangereux de soumettre à la critique et à la raison en raison des menaces et du terrorisme ou en raison des jurisprudences antiracistes condamnant l'islamophobie, est la religion musulmane, tandis que toutes les autres religions peuvent être critiquées sans que cela soit assimilé à du racisme et que cela conduise à des condamnations morales ou judiciaires.

~~De ce fait, au niveau national comme au niveau international, les relations entre la vieille Europe et les pays musulmans revanchards~~

anciennement colonisés semblent fondées sur une absence de réciprocité en matière de liberté religieuse, de droits confessionnels et de critique des religions. Pour se conformer à cet islamiquement correct qui a de fortes dimensions diplomatiques, la Commission européenne et les chancelleries de l'Union européenne comme les Etats-Unis ont déployé toute une série de mesures visant à se conformer à cet islamiquement correct dont le principal moteur diplomatique au niveau international (Nations Unies, instances européennes et échanges diplomatiques) est l'Organisation de la Coopération islamique, OCI, qui représente 57 Etats musulmans attachés à répandre, protéger l'islam dans le monde et introduire dans les législations nationales et internationales des pans règles et interdits issus de la loi islamique qui doit primer sur les lois séculières pour les musulmans des pays islamiques comme pour les minorités musulmanes des pays non-musulmans dont l'OCI entretient de ce fait une attitude de repli confessionnel et une mentalité victimaire revendicative.

Au niveau onusien, occidental et européen, les pressions diplomatiques exercées depuis une trentaine d'années par les Etats de l'OCI - Arabie Saoudite, Pakistan, Qatar et Turquie d'Erdogan en tête -, a débouché sur un certain nombre de résultats concrets. Sur le plan communautaire, elles ont en partie inspiré les coûteux programmes européens euro-arabes, presque tous fondés sur le sacro-saint « dialogue » et sur la nécessité de « lutter contre le choc ces civilisations », mais qui n'ont jamais été fondés sur la réciprocité en matière religieuse ni conditionnés à une meilleure collaboration des pays du Maghreb et d'Afrique en matière de flux migratoires légaux et clandestins. Rappelons que les programmes euroméditerranéens de rapprochement avec les pays riverains de la Méditerranée et autres processus de coopération et de dialogue euro-méditerranéens ont été consolidés sur la base et selon les indications de la Déclaration de Barcelone de 1995, qui délimitait le Partenariat euro-méditerranéen de l'UE aux pays du Maghreb et du Proche-Orient. D'où aussi toute l'importance accordée par Bruxelles à la politique de « voisinage »<sup>[1]</sup> avec le monde arabo-musulman. Les initiatives euro-arabes fondées sur un « dialogue des civilisations », sont certes louables dans leur principe, puisque le but affiché est de lutter en faveur de la paix et de la tolérance, qui ne peuvent que séduire tout démocrate et partisan de l'harmonie entre les peuples. Toujours est-il que l'Enfer est pavé de bonnes intentions, et que le dit dialogue euro-arabe ou euro-islamique, dont l'une des mesures-phares (louable) consiste à lutter contre les « préjugés » véhiculés au sein de son propre camp, n'a abouti qu'à criminaliser et diaboliser ceux qui dénoncent l'islamisme en Europe puis à rendre suspecte toute critique raisonnable de l'islam en tant que religion, alors que les partenaires musulmans n'ont cessé depuis trente ans de réislamiser leurs juridictions, d'intensifier les lois condamnant les « apostats » osant critiquer la religion islamique, tout en continuant à diffuser dans les programmes scolaires une vision diabolisante, christianophobe, judéophobe, occidentalophobe et méprisante envers les autres religions en général.

On constate donc curieusement, que plus l'Europe propose d'inclure la civilisation islamique (ce qui est explicitement le cas comme nous le verrons), ceci dans le cadre d'une louable intention de concorde universelle, plus les partenaires arabes et musulmans, quant à eux de plus en plus islamistes et anti-occidentaux, perçoivent ces initiatives d'auto-dilutions comme des marques de faiblesse et des signes avant-coureurs de reddition future, de renonciation à soi, et de déclin. Le meilleur exemple de ce mouvement à sens unique est incarné à notre sens par la Turquie néo-ottomane de Recep Tayyip Erdogan, lequel somme depuis des années l'Europe de « prouver par son qu'elle n'est plus un « Club chrétien » en faisant aboutir l'adhésion turque, alors même que tout le projet civilisationnel d'Erdogan, véritable « Atatürk à l'envers », consiste à faire en sorte que la Turquie jadis occidentalisée et laïque, redevienne le leader du monde musulman, ce que l'un de ses conseillers-idéologues historiques a appelé la « stratégie néo-ottomane ». Certes, dans le cadre du monde multipolaire en voie de gestation, et conformément à une vision non-interventionniste et réaliste des relations internationales, le retour de la Turquie comme d'autres Etats musulmans à leurs racines orientales et islamiques, voire même leur volonté de remplacer des systèmes juridiques laïques d'origine occidentale par des législations chariatiques est légitime de leur point de vue. Après tout, le projet de « résurgence civilisationnelle » cher à Erdogan et à nombre de sociétés musulmanes - dont beaucoup furent colonisées par l'Occident - qui veulent mettre fin à leur acculturation post-coloniale en se ré-enracinant dans leur système de valeurs indigène et théocratique, ce qui est la tendance générale constatée depuis une trentaine d'années, est un choix qui n'est pas si différent de celui, tout aussi « indigéniste » de l'Inde de Modi ou de la Russie de Poutine de revenir à leurs valeurs fondatrices hindouiste ou orthodoxe. Mais on ne peut que constater la nature asymétrique et non-réciproque des relations actuelles entre un Occident européen qui « prouve » qu'il n'est plus colonialiste ou arrogant en reniant son passé chrétien et en s'ouvrant à tous, pendant que l'interlocuteur qui le culpabilise et l'accuse tout de même de demeurer « un club chrétien », en l'occurrence les dirigeants d'Ankara, est en train de redevenir lui-même et sans complexe le leader d'un « Club islamique », puisque la Turquie est depuis 15 ans le leader de l'Organisation de la Coopération islamique, qu'elle a présidé à Jeddah, en Arabie saoudite, pendant quinze ans, et dont elle demeure l'un des piliers avec le Pakistan et l'Arabie saoudite.

## En guise de conclusion

Les observations que nous venons de livrer au lecteur rendent hélas pertinente la terrifiante conclusion de Waleed Al-Husseini qui, scandalisé de retrouver dans l'Europe de la démocratie et de la liberté et dans la France de Voltaire jadis anticléricale, une forme d'islamiquement correct presque aussi effrayante et totalitaire que dans le monde arabe, n'hésite pas à affirmer: « *Si les islamistes parvenaient à islamiser le monde entier, cela ne tiendrait pas à leur force intellectuelle, ni à leur foi, et encore moins à leur puissance militaire mais à la lâcheté de leurs adversaires* ».

---

[1] La Politique européenne de Voisinage (PEV) élaborée par le Conseil européen, le 16 juin 2003, vise à « consolider les relations entre l'UE et ses voisins », afin de renforcer la sécurité, la prospérité et la stabilité dans la région ». Objectif : créer un « cercle amical d'Etats appliquant une partie des trois piliers de l'UE » : le pilier communautaire (marché intérieur, rapprochement des législations); le pilier Politique étrangère et de Sécurité commune (PESC), puis le pilier Justice et affaires intérieures. La PEV concerne déjà seize pays voisins de l'UE: Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine (à l'Est) et les pays du partenariat euro-méditerranéen (moins la Turquie et plus la Libye) au Sud. La Croatie et la Turquie ne sont pas concernés par la PEV puisque bénéficiant d'une perspective d'adhésion.